

PREFET DE LA MANCHE

Préfecture
Service de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de la Concertation Publique
Affaire suivie par Mme Ghislaine HERVY
Réf : n° 17-335-GH

- ARRETE COMPLEMENTAIRE -
MODIFIANT LES CONDITIONS D'EXPLOITATION
DE L'ELEVAGE PORCIN DE LA S.A.R.L. LA HAZIERE
A ISIGNY LE BUAT

LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres II et V,

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions nationales à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté n° 2012355-002 du 20 décembre 2012, du préfet coordonnateur de bassin portant sur la délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands,

Vu l'arrêté du 29 novembre 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée dans la zone vulnérable pour la région Basse Normandie,

Vu l'arrêté du 07 juillet 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Basse Normandie,

Vu l'arrêté n° 2015-155-14 du 04 juin 2015 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands

Vu l'arrêté n°09-369 IC du 24 avril 2009 autorisant la S.A.R.L. la HAZIERE à exploiter une porcherie de 498 truies et verrats, 24 cochettes, 1260 porcelets en post sevrage et 2160 porcs à l'engraissement, soit 3930 animaux équivalents au lieu-dit « la Haizière » - Montigny à ISIGNY LE BUAT,

Vu la demande en date du 15 décembre 2016 de la S.A.R.L. la HAZIERE en vue d'obtenir l'autorisation de restructurer l'élevage porcin qu'elle exploite au lieu-dit « la Haizière » - Montigny à Isigny le Buat en portant le nombre de ses animaux à 570 truies, 50 cochettes, 1260 porcelets et 2160 porcs à l'engraissement soit 4172 animaux équivalents.

Vu les plans et documents annexés à cette demande,

Vu l'avis des services consultés,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées,

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance par courrier du 27 juillet 2017,

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant que le plan d'épandage et les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés dans le respect des prescriptions réglementaires et environnementales, de l'exploitation ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE COMPLEMENTAIRE

MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL N° 09-369 IC DU 24 AVRIL 2009 AUTORISANT L'EXPLOITATION D'UN ELEVAGE PORCIN A ISIGNY LE BUAT

ARTICLE 1^{er} : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°09-369-IC en date du 24 avril 2009 jusqu'à l'article 37 inclus sont remplacées par les dispositions suivantes :

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La S.A.R.L. la HAZIERE dont le siège social est situé au lieu-dit « la Haizière » - Montigny à ISIGNY LE BUAT est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à ladite adresse un élevage porcin.

Article 2 : Nature des installations

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2102	2a	A	Elevage de porcs	Porcheries	Effectifs	2000 porcs à l'engraissement	570 truies et verrats, 50 cochettes 1260 porcelets et 2160 porcs à l'engraissement	4172	Animaux-équivalents

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; DC : (déclaration avec contrôle périodique)
D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Lieu-dit	Type d'élevage	Sections	Parcelles
ISIGNY LE BUAT (Montigny)	La Haiziére	porcs	D	35

Article 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 4 : Durée de l'autorisation

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Article 5 : Modifications et cessation d'activité

Article 5.1 - Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5.2 - Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 5.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5.4 - Changement d'exploitant

Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 5.5 - Cessation d'activité

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

A minima, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux, médicaments vétérinaires ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- tous les animaux de l'élevage sont enlevés, les fosses sont vidangées et les effluents valorisés sur les surfaces d'épandage ;
- les salles d'élevage sont nettoyées et désinfectées, les bâtiments continuent à être entretenus de façon à éviter tout délabrement des structures. Les portes des bâtiments sont maintenues fermées ;
- les matériels d'élevage sont évacués de l'installation, les silos d'aliment aériens sont démontés et évacués ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;
- les abords de l'élevage continuent à être entretenus par les éleveurs.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION

Article 8 : Exploitation des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 9 : Règles d'aménagement de l'élevage

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage.

Article 10 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Article 11 : Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur de l'environnement en charge des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Article 12 : Incidents ou accidents

Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 13 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,

- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.),
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES

Article 14 : Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 15 : Infrastructures et installations

Article 15.1 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 15.2 - Protection contre l'incendie

Article 15.2.1 - Protection interne

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Article 15.2.2 - Protection externe

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

L'exploitant est tenu de s'assurer que les débits et pressions des hydrants existants répondent aux normes NFS 61211 ou NFS 62213 ou NFS 61213 et NFS 62200.

Une réserve de 200 m³ d'eau est disponible à proximité des bâtiments.

Article 15.2.3 - Numéros d'urgence

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112.

Article 15.3 - Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 15.4 : Formation du personnel

Par le terme de personnel, il faut prendre en compte l'ensemble des personnes intervenant sur l'exploitation, salariés ou non, y compris l'exploitant et le personnel intérimaire.

Le personnel de l'exploitation doit être familiarisé avec les systèmes de production et être correctement formé pour réaliser les tâches dont il est responsable. Il doit être capable de mettre en rapport ces tâches et responsabilités avec le travail et les responsabilités du reste du personnel. Son niveau de qualification doit garantir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement et des conséquences de tout mauvais fonctionnement ou toute défaillance des équipements.

L'exploitant propose au personnel qui en a besoin une formation supplémentaire ou une remise à niveau régulière si nécessaire, en particulier à l'occasion de l'introduction de pratiques de travail ou d'équipements nouveaux ou modifiés.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention

Article 16 : Prévention des pollutions accidentelles

Article 16.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 16.2 - Rétentions

Les installations fixes de stockage d'engrais chimiques liquides et d'hydrocarbures sont équipées d'une cuve de rétention d'un volume égal au volume de stockage ou du volume de stockage le plus important en cas de cuves multiples.

Article 16.3 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 16.4 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 17 : Prélèvements et consommations d'eau

Article 17.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont réalisés à partir des forages.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue.

Article 17.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18 : Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaire et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaire et des effluents.

Afin que les eaux de pluie provenant des toitures ne soient pas mélangées aux effluents d'élevage, ou rejetées sur les aires d'exercice, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Article 19 : Consommation d'eau

La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue.

L'exploitant doit réduire autant que possible la consommation d'eau.

Article 20 : Gestion des effluents

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaire et des effluents.

Article 20.1 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

L'exploitant dispose d'une capacité de stockage de 6985.m³ réels soit 5623.m³ utiles pour une période de stockage supérieure à 10 mois.

La fumière présente une surface de 228 m².

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et

VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Article 20.2 - Stockage de certains effluents sur une parcelle d'épandage

Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux dans des conditions précisées ci-après.

Lors de la constitution du dépôt sur une parcelle d'épandage, le fumier compact doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus. Il doit pouvoir être repris à l'hydrofourche. Les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont exclus. Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices. Le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau.

Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 visé et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables par la remontée de la nappe phréatique ou lors de fortes pluies et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétoires. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

La constitution de dépôts au champ est interdite les dimanches et jours fériés.

Article 20.3: Alimentation biphase

Une conduite alimentaire biphase est mise en place pour toutes les catégories d'animaux.

Les teneurs en matières protéiques brutes et en phosphore doivent être inférieures ou égales aux valeurs visées ci-dessous :

Conduites alimentaires retenues pour la définition des références

	MATIERE AZOTEE TOTALE		PHOSPHORE	
	Aliment 1	Aliment 2	Aliment 1	Aliment 2
Porcelets	1 ^{er} âge	2 ^{ème} âge	1 ^{er} âge	2 ^{ème} âge
	20 %	18 %	0,68 %	0,58 %
Porcs à l'engraissement	Croissance	Finition	Croissance	Finition
	16,5 %	15 %	0,48 %	0,44 %
Au moins 60 % d'aliment en finition				

TITRE 6 : LES EPANDAGES

Article 21 : Règles générales

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure au présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Article 22 : Distances minimales des épandages vis à vis des tiers

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	DISTANCE MINIMALE	DÉLAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage sur terres nues
Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les prescriptions ci- après	10 mètres	Enfouissement non imposé
Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15 mètres	Immédiat
Fumiers bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois	50 mètres	24 heures
Autres fumiers de bovins et porcins ; Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé	50 mètres	12 heures
Autres cas.	100 mètres	24 heures
<p><i>* l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i></p> <p><i>** selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012</i></p>		

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus, à l'exception des composts.

En cas de production de compost, celui-ci est élaboré dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant 15 jours ou à 50 °C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Article 23 : Modalité de l'épandage

Article 23.1 - Origine des effluents à épandre

Les effluents à épandre sont constitués de -lisier et de fumier.

Article 23.2 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Article 23.3 - Le plan d'épandage

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;

- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui sont épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Article 23.4 - Epandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
 - 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
 - 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
 - 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoissonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
 - sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
 - sur les sols inondés ou détrempés ;
 - pendant les périodes de fortes pluviosités ;
 - les dimanches et jours fériés ;
 - le samedi, sauf avec enfouisseur ou rampe à pendillards suivi d'un enfouissement simultané, et pour les fumiers, incorporation au sol immédiate ;

- sans préjudice des dispositions prises à l'article 25.3, pendant la période du 15 juillet au 14 août inclus, sauf avec enfouisseur ou rampe à pendillards suivi d'un enfouissement simultané, et pour les fumiers, incorporation au sol immédiate ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

Article 23.5 – Zones vulnérables

Dans les zones vulnérables, délimitées en application du code de l'environnement susvisé, la quantité d'azote épandue :

- ne doit pas dépasser 170 kg par hectare de S.A.U. et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux,

La gestion des terres doit être adaptée en incluant les points suivants :

- la totalité des terres cultivées en zone vulnérable doivent faire l'objet d'une couverture en période hivernale.

- l'obligation de maintenir ou d'implanter une bande enherbée de 10 mètres minimum, le long des cours d'eau définis au titre des BCAE (Bonnes conditions agro-environnementales) ; la largeur de la bande enherbée pouvant être ramenée à 5 mètres dans les parcelles comportant des cultures légumières dans leur rotation.

L'épandage des fertilisants est réalisé conformément au programme d'action national et à l'arrêté interministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles.

L'épandage des fertilisants est interdit dans les conditions prévues au tableau ci-dessous :

Occupation du sol pendant ou suivant l'épandage (culture principale)	Types de fertilisants			
	Type I		Type II	Type III
	Fumiers compacts pailleux et composts d'effluents d'élevage (1)	Autres effluents de type I		
Sols non cultivés	Toute l'année		Toute l'année	Toute l'année
Cultures implantées à l'automne ou en fin d'été (autres que colza)	Du 15 novembre au 15 janvier		Du 1er octobre au 31 janvier OU Bassin versant Sélune et Couesnon (zone 1A) et ZAR 1B/1C: Du 1er juillet au 31 janvier inclus	Du 1er septembre au 31 janvier OU Bassin versant Sélune et Couesnon (zone 1A) et ZAR 1B/1C: Du 1er juillet au 31 janvier inclus
Colza implanté à l'automne	Du 15 novembre au 15 janvier		Du 15 octobre au 31 janvier OU Bassin versant Sélune et Couesnon (zone 1A) : Du 15 octobre au 15 février inclus	Du 1er septembre au 31 janvier OU Bassin versant Sélune et Couesnon (zone 1A) : Du 15 octobre au 15 février inclus

Cultures implantées au printemps non précédées par une CIPAN ou une culture dérobée	Du 1er juillet au 31 août et du 15 novembre au 15 janvier	Du 1er juillet au 15 janvier	Du 1er juillet au 31 janvier	Du 1er juillet au 15 février
Cultures implantées au printemps précédées par une CIPAN ou une culture dérobée	De 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier	Du 1er juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier	Du 1er juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 31 janvier	Du 1er juillet au 15 février
Culture intermédiaire piège à nitrate (CIPAN)	Du 15 novembre au 15 janvier inclus (2)		Du 1 ^{er} octobre au 31 janvier inclus (2)	
Prairies implantées depuis plus de six mois dont prairies permanentes, luzerne	Du 15 décembre au 15 janvier (3)		Du 15 novembre au 15 janvier (3)	Du 1 ^{er} octobre au 31 janvier
Autres cultures (cultures pérennes – vergers, vignes, cultures maraîchères, et cultures porte-graines)	Du 15 décembre au 15 janvier		Du 15 décembre au 15 janvier	Du 15 décembre au 15 janvier

(1) Peuvent également être considérés comme relevant de cette colonne certains effluents relevant d'un plan d'épandage sous réserve que l'effluent brut à épandre ait un C/N ≥ 25 et que le comportement dudit effluent vis-à-vis de la libération d'azote ammoniacal issu de sa minéralisation et vis-à-vis de l'azote du sol soit tel que l'épandage n'entraîne pas de risque de lixiviation de nitrates.

(2) Concernant les modalités d'épandage sur cultures dérobées et CIPAN, se reporter à l'article 2 III 2 de l'arrêté du 7 juillet 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour région la Basse Normandie.

(3) L'épandage des effluents peu chargés est autorisé dans cette période dans la limite de 20 kg d'azote efficace / ha.

Aucune période d'interdiction d'épandage de fertilisants azotés n'est définie pour les cultures légumières. Les modalités de fertilisation de ces cultures doivent respecter les conditions définies aux alinéas précédents et suivants.

Les effluents d'élevage relèvent de la réglementation afférente au type II pour les lisiers et au type I pour les fumiers et les composts. Les engrais minéraux relèvent de la réglementation afférente au type III.

Les boues issues de stations d'épuration relèvent de la réglementation afférente au type II.

Pour les autres fertilisants épandus, l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au code de bonnes pratiques définit les types de fertilisants.

Les prairies de moins de six mois entrent, selon leur date d'implantation, dans la catégorie des cultures implantées à l'automne ou au printemps.

Les périodes d'interdiction ne s'appliquent pas à l'épandage de déjections réalisé par les animaux eux-mêmes.

Un plan de fumure prévisionnel est établi à partir d'analyses de sol et notamment de mesures des reliquats d'azote.

Article 24 : Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également :

- Les traitements éventuels effectués,
- Les teneurs maximales en éléments indésirables et fertilisants,
- Les modes d'épandages,
- La quantité épandue,
- Les interdictions d'épandage,
- La nature des informations devant figurer au cahier d'épandage,
- La fréquence des analyses des sols et des effluents.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

TITRE 7 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 25 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses. Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 26 : Odeurs et gaz

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Article 27 : Emissions et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

TITRE 8 : DECHETS

Article 28 : Principes et gestion

Article 28.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 28.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 28.3 – Stockage des déchets

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Article 28.4 – Traitement des déchets

- Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

- Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement :

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite, notamment le brûlage à l'air libre.

Article 28.5 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets,) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

TITRE 9 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 29 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE 10 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 30 : Programme d'auto surveillance

Article 30.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 31 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 31.1 - Auto surveillance de l'épandage

Article 31.1.1 - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;

- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 32 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 2 : Les articles 32 et 33 sont respectivement renommés 33 et 34

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables immédiatement dès la publication de celui-ci.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie d'Isigny le Buat et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Isigny le Buat pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'Isigny le Buat, le directeur départemental de la protection des populations et l'inspecteur de l'environnement chargé des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le 22 SEP. 2017

Pour le Préfet
Le secrétaire général


Fabrice ROSAY

705 752 2 5

171

22 SEP. 2017

Annexe 1 :

- Parcelles retenues pour l'épandage et mesures correctives pour les parcelles pouvant présenter des risques

Plot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupatio n de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retréée	Surface épandable Isigni fumier*	Mesures correctives
1	Isigny le Buat	d18	13	0,51	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,51	entretien en prairie le long ruisseau travail du sol perpendiculaire à la pente entretien en prairie entretien talus en bas de parcelle
1	Isigny le Buat	d18	14	0,06	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,06	
1	Isigny le Buat	d18	17	0,20	7-9%	pn	oui	mauvaise	0	0,20	0,00	
1	Isigny le Buat	d18	35	0,73	5%	labour	non	bonne	2	0,20	0,53	
1	Isigny le Buat	d18	36	0,75	4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,75	
1	Isigny le Buat	d18	39	1,61	4%	labour	non	bonne	2	0,20	1,41	
1	Isigny le Buat	d18	40	1,38	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	1,38	
1	Isigny le Buat	d18	306	0,37	4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,37	
1	Isigny le Buat	d18	309	0,38	4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,38	
1	Isigny le Buat	d18	406	0,07	5-7%	pn	non	bonne	2	0,07	0,00	
1	Isigny le Buat	d18	407	0,31	5-7%	labour-pn	non	bonne	2	0,12	0,19	entretien en prairie entretien en prairie
1	Isigny le Buat	d18	411	1,04	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	1,04	
1	Isigny le Buat	zd4	24	0,56	5-6%	pn	oui	mauvaise	0	0,56	0,00	
1	Isigny le Buat	zd4	25	0,75	6 > 10%	pn	oui	mauvaise	0	0,75	0,00	
TOTAL plot 1				8,72						2,10	6,62	
2	Isigny le Buat	d18	116	0,56	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,56	entretien de la prairie en bordure du cours d'eau Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé entretien de la bande enherbée en bordure du ruisseau, épandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé
2	Isigny le Buat	d18	117	0,45	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,45	
2	Isigny le Buat	d18	118	0,10	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,10	
2	Isigny le Buat	d18	120	0,57	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,57	
2	Isigny le Buat	d18	125	0,34	5-7%	pn-labour	oui	mauvaise à bonne	0 à 2	0,28	0,06	
2	Isigny le Buat	d18	126	0,60	5-6%	labour	non	bonne	1	0,00	0,60	
2	Isigny le Buat	d18	136	0,40	4-5%	labour	non	bonne	1	0,00	0,40	
2	Isigny le Buat	d18	137	0,63	4-5%	labour	non	bonne	1	0,00	0,63	
2	Isigny le Buat	d18	138	0,59	3-4%	labour	non	bonne	1	0,00	0,59	
2	Isigny le Buat	d18	139	0,53	3-4%	labour	non	bonne	1	0,00	0,53	
2	Isigny le Buat	d18	140	0,42	4-6>10%	labour-pn	oui	bonne	1	0,06	0,36	entretien de la bande enherbée en bordure du ruisseau, épandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé Epandage sur sol bien ressuyé
2	Isigny le Buat	d18	141	0,21	4-6>10%	labour	non	bonne	1	0,01	0,20	
2	Isigny le Buat	d18	142	0,53	3-4%	labour	non	bonne	1	0,00	0,53	
2	Isigny le Buat	d18	345	0,07	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,07	
2	Isigny le Buat	d18	346	0,45	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,45	
2	Isigny le Buat	d18	347	0,09	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,09	
2	Isigny le Buat	d18	348	0,01	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,01	
2	Isigny le Buat	d18	349	0,05	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,05	
2	Isigny le Buat	d18	114+	0,16	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,16	
2	Isigny le Buat	d18	122+	0,28	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,28	

2	Isigny le Buat	d18	344+	0,33	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,33	0,33	travail du sol perpendiculaire à la pente
2	Isigny le Buat	d18	350+	0,65	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,65	0,65	travail du sol perpendiculaire à la pente
2	Isigny le Buat	d18	462+	0,65	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,65	0,65	travail du sol perpendiculaire à la pente
2	Isigny le Buat	d18	506+	0,76	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,76	0,76	travail du sol perpendiculaire à la pente
	TOTAL lot 2			9,42					38,00	0,35	9,07		travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	94	0,28	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,28	0,28	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	95	0,41	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,41	0,41	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	96	0,41	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,41	0,41	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	97	0,23	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,23	0,23	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	98	0,26	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,26	0,26	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	99	0,28	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,28	0,28	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	100	0,29	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,29	0,29	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	137	6,68	5-7%	labour-pn	non	bonne	2	0,30	6,38	6,38	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	141	0,14	5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,14	0,14	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	142	0,23	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,23	0,23	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	145	0,12	5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,12	0,12	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	146	0,11	5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,11	0,11	travail du sol perpendiculaire à la pente
3	Isigny le Buat	b18	650	0,69	6-7%	labour-pn	non	bonne	2	0,18	0,51	0,51	travail du sol perpendiculaire à la pente
	TOTAL lot 3			10,13						0,48	9,65		travail du sol perpendiculaire à la pente
4	Isigny le Buat	zd4	11	4,05	6-7 > 10%	labour-pn	oui	bonne	1	0,72	3,33	3,33	Travail du sol perpendiculaire à la pente, maintien en bordure du ruisseau
	TOTAL lot 4			4,05						0,72	3,33		
5	Isigny le Buat	c18	190	0,73	6-7%	labour	non	bonne	2	0,00	0,73	0,73	travail du sol perpendiculaire à la pente
5	Isigny le Buat	c18	191	1,02	4-6%	pn	oui	moyenne	0	1,02	0,00	0,00	maintien en prairie
5	Isigny le Buat	c18	493	0,32	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,32	0,32	travail du sol perpendiculaire à la pente
5	Isigny le Buat	c18	495	2,72	5-7 > 10%	labour-pn	non	bonne	0 à 2	0,38	2,34	2,34	Travail du sol perpendiculaire à la pente, maintien en prairie zone pentue
	TOTAL lot 5			4,79						1,40	3,39		
6	Marilly	zc	90	0,48	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,48	0,48	
6	Marilly	zc	91	2,76	2-3%	labour	non	bonne	2	0,04	2,72	2,72	
	TOTAL lot 6			3,24						0,04	3,20		
8	Reffuveille	zl	16	1,62	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	1,62	1,62	
8	Reffuveille	zl	97	0,68	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,68	0,68	
	TOTAL lot 8			2,30						0,00	2,30		
7	Isigny le Buat	zb5	12	2,15	0-2%	labour	non	bonne	2	0,00	2,15	2,15	
	TOTAL lot 7			2,15						0,00	2,15		
9	Isigny le Buat	zd4	28	3,15	5-6 > 10%	labour-pn	non	bonne	2	1,07	2,08	2,08	maintien en prairie de la zone pentue en bordure du cours d'eau
	TOTAL lot 9			3,15						1,07	2,08		
10	Isigny le Buat	zd4	14	7,00	5-6 > 10%	labour-pn	oui	moyenne à bonne	1 à 2	3,01	3,99	3,99	maintien des bandes enherbées en bordure des cours d'eau
	TOTAL lot 10			7,00						3,01	3,99		
11	Isigny le Buat	zd4	15	2,80	4-5 > 10%	labour-pn	oui	bonne	2	0,27	2,53	2,53	maintien en prairie le long ruisseau
	TOTAL lot 11			2,80						0,27	2,53		
12	Isigny le Buat	zd4	16	0,60	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,60	0,60	maintien talus en bas de parcelle
12	Isigny le Buat	zd4	17	6,86	4-6%	labour	non	bonne	2	0,00	6,86	6,86	maintien talus en bas de parcelle

TOTAL flot 12		TOTAL flot 13		TOTAL flot 14		TOTAL flot 15		TOTAL flot 16		TOTAL flot 17		TOTAL	
13	Isigny le Buat	zd4	42	7,46	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	7,46	maintien talus en bas de parcelle	
	TOTAL flot 13			1,40						0,00	1,40		
14	Isigny le Buat	zd4	31+	1,35	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	1,35	travail du sol perpendiculaire à la pente, maintien talus en bas de parcelle	
14	Isigny le Buat	zd4	32+	1,02	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	1,02	travail du sol perpendiculaire à la pente	
14	Isigny le Buat	zd4	33+	1,00	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	1,00	travail du sol perpendiculaire à la pente	
14	Isigny le Buat	zd4	34+	0,50	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,50	travail du sol perpendiculaire à la pente	
14	Isigny le Buat	zd4	87+	0,91	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,91	travail du sol perpendiculaire à la pente	
	TOTAL flot 14			4,78						0,00	4,78		
15	Isigny le Buat	zd4	19+	1,42	5-6%	labour	non	bonne	2	0	1,42		
	TOTAL flot 15			1,42						0,00	1,42		
16	Marcilly	zc	65+	0,87	1-3%	labour	non	bonne	2	0	0,87		
16	Marcilly	zc	67+	0,80	3-4%	labour	non	bonne	2	0	0,80		
	TOTAL flot 16			1,67						0,00	1,67		
17	Marcilly	ze	1+	1,65	3-5%	labour	non	bonne	2	0	1,65		
	TOTAL flot 17			1,65						0,00	1,65		
	TOTAL			76,13						9,44	66,69		

Occupation de sol :

labour : terres en cultures

pn : prairie naturelle

pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année

1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière

2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier, fumier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents jusqu'à 15 mètres des tiers

+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Nom : Lejeard Thérèse
Commune : Isigny le Buat

Plot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupati on de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retirée	Surface épandable	Mesures correctives
1	Isigny le Buat	Zb4	74+	1,06	3-4%	labour	non	bonne	2	0,03	1,03	
	TOTAL flot 1			1,06						0,03	1,03	
4	Isigny le Buat	zh4	13+	0,95	1-3%	pn	non	bonne	2	0,55	0,40	
	TOTAL flot 1			0,95						0,55	0,40	
7	Isigny le Buat	Za	129+	1,70	0-2%	pt	oui	moyenne	2	0,93	0,77	épandage en période de déficit hydrique, maintien de la bande enherbée en bordure du cours d'eau
	TOTAL flot 1			1,70						0,93	0,77	
10	Isigny le Buat	Za	62+	0,68	4-5%	labour	non	bonne	2	0	0,68	
	TOTAL flot 1			0,68						0,00	0,68	
12	Isigny le Buat	zh4	11+	0,22	1-3%	pn	non	bonne	2	0,07	0,15	
12	Isigny le Buat	zh4	12+	0,21	1-3%	pn	non	bonne	2	0	0,21	
	TOTAL flot 1			0,43						0,07	0,36	
14	Isigny le Buat	zi3	61+	2,30	5-7% >10%	labour	non	bonne	2	0,43	1,87	exclusion à l'épandage de la zone pentue au nord, maintien du talus en limite aval
	TOTAL flot 1			2,30						0,43	1,87	
	TOTAL			7,12						2,01	5,11	

Occupation de sol :

labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents jusqu'à 15 mètres des tiers

+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Nom : Cheval Catherine
Commune : Isigny le Buat

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupatio n de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface restée	Surface épandable lisier**	Measures correctives
2	Isigny le Buat	zo4	82	2,70	5-6%	labour	non	bonne	2	0,03	2,67	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL flot 2			2,70						0,03	2,67	
3	Isigny le Buat	zh4	96	2,25	3-5%	labour	non	bonne	2	0,05	2,20	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL flot 3			2,25						0,05	2,20	
4	Isigny le Buat	zh4	59	1,03	0-2%	pt	non	bonne	2	0,07	0,96	
4	Isigny le Buat	zh4	94	6,58	0-3%	pt	oui	bonne	2	1,70	4,88	maintien en prairie le long ruisseau
	TOTAL flot 4			7,61						1,77	5,84	
6	Isigny le Buat	zi7	23	11,51	0-2%	labour	non	bonne	2	0,00	11,51	
6	Isigny le Buat	zi7	24	8,55	3-5 > 10%	labour-pn	oui	bonne	2	2,60	5,95	maintien en prairie le long ruisseau
	TOTAL flot 6			20,06						2,60	17,46	
7	Isigny le Buat	zo4	33	3,25	6-7%	labour	non	bonne	1	0,00	3,25	
	TOTAL flot 7			3,25						0,00	3,25	maintien talus en bas de parcelle, épandage sur sol bien ressuyé
12	Isigny le Buat	zd4	74b	1,46	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	1,46	
	TOTAL flot 12			1,46						0,00	1,46	
	TOTAL			37,33						4,45	32,88	

Occupation de sol :
labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage
0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres
+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Nom : EARL de l'Ange
Commune : Isigny le Buat

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupation de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retirée	Surface épandable	Mesures correctives
1	Isigni le Buat	au5	119	1,87	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	1,87	
1	Isigni le Buat	au5	120	2,17	0-2%	labour	non	bonne	2	0,00	2,17	
1	Isigni le Buat	au5	121	1,56	0-2%	labour	non	bonne	2	0,00	1,56	
1	Isigni le Buat	au5	122	2,22	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	2,22	
	TOTAL lot 1			7,82						0,00	7,82	
25	Isigni le Buat	zc4	44	3,56	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	3,56	
	TOTAL lot 25			3,56						0,00	3,56	
	TOTAL			11,38						0,00	11,38	

Occupation de sol :

labour : terres en cultures

pn : prairie naturelle

pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année

1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière

2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres

+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupation de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface référée	Surface épandable	Mesures correctives
1	Reffuveille	zr	26b	1,69	6->10%	pt	non	moyenne à bonne	0 à 1	1,69	0,00	maintien en prairie zone pentue
1	Reffuveille	zr	30	7,35	2-7 >10%	labour-pn	non	bonne	0 à 2	4,35	3,00	maintien en prairie de la butte caillouteuse
1	Reffuveille	zr	43	0,72	3-4%	pt	non	bonne	1	0,25	0,47	Epandages sur sol bien ressuyé
1	Reffuveille	zr	44	1,29	4-6%	pt	non	bonne	1	0,23	1,06	Epandages sur sol bien ressuyé
1	Reffuveille	zr	45	1,43	4-6%	pt	non	bonne	1	0,84	0,59	Epandages sur sol bien ressuyé
1	Reffuveille	zr	48	1,12	6->10%	pt	non	bonne	0 à 1	1,12	0,00	maintien en prairie zone pentue
	TOTAL lot 1			13,60						8,48	5,12	
6	Isigny le Buat	d18	44	0,63	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,63	
6	Isigny le Buat	d18	429	1,21	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	1,21	
6	Isigny le Buat	d18	442	0,07	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,07	
6	Isigny le Buat	d18	443	0,74	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,74	
6	Isigny le Buat	d18	444	0,04	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,04	
6	Isigny le Buat	d18	445	0,36	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,36	
	TOTAL lot 6			3,05						0,00	3,05	
10	Isigny le Buat	cl8	157	1,11	5-6%	labour	non	bonne	2	0,01	1,10	
	TOTAL lot 7			1,11						0,01	1,10	
9	La Chapelle Urée	zc	7	2,01	2-3%	labour	oui	moyenne	1	0,51	1,50	épandage en période de déficit hydrique
9	La Chapelle Urée	zc	9	3,05	2-3%	labour-pn	oui	mauvaise à moyenne	0 à 1	1,85	1,20	épandage en période de déficit hydrique, maintien en prairie zone humide
	TOTAL lot 8-9			5,06						2,36	2,70	
	TOTAL			22,82						10,85	11,97	

Occupation de sol :

labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lister* : lister épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres

+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigneur

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupation de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retirée	Surface épandable	Mesures correctives
12	Isigny le Buat	bu5	17	0,60	4-5%	pn	non	bonne	2	0,10	0,50	maintien en prairie le long ruisseau
12	Isigny le Buat	bu5	980	0,87	3-5%	pn	non	bonne	2	0,26	0,61	maintien en prairie le long ruisseau
12	Isigny le Buat	bu5	24	0,04	3-5%	pn	non	bonne	2	0,00	0,04	
12	Isigny le Buat	bu5	26	0,39	3-5%	pn	non	bonne	2	0,39	0,00	
12	Isigny le Buat	bu5	27	0,21	3-5%	pn	non	bonne	2	0,00	0,21	maintien en prairie le long ruisseau
12	Isigny le Buat	bu5	28	0,74	3-5%	labour-pn	non	bonne	2	0,31	0,43	maintien en prairie le long ruisseau
12	Isigny le Buat	bu5	37	1,49	3-4%	labour	non	bonne	2	0,02	1,47	maintien en prairie le long ruisseau
12	Isigny le Buat	bu5	43	0,67	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,67	
12	Isigny le Buat	bu5	48	0,97	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,97	
12	Isigny le Buat	bu5	49	0,78	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,78	
12	Isigny le Buat	bu5	50	0,44	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,44	
12	Isigny le Buat	bu5	51	0,51	3-4%	labour	non	bonne	2	0,00	0,51	
12	Isigny le Buat	bu5	52	0,36	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,36	
12	Isigny le Buat	bu5	56	0,27	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,27	
12	Isigny le Buat	bu5	57	0,45	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,45	
12	Isigny le Buat	bu5	58	0,13	4-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,13	
12	Isigny le Buat	bu5	60	0,54	4-5%	pn	non	bonne	2	0,00	0,54	
12	Isigny le Buat	bu5	64	0,38	5-6%	pn	non	bonne	2	0,00	0,38	
12	Isigny le Buat	bu5	65	0,29	6%	pn	non	mauvaise	0	0,29	0,00	maintien en prairie
12	Isigny le Buat	bu5	66	0,16	6%	pn	non	mauvaise	0	0,16	0,00	maintien en prairie
TOTAL				10,29						1,53	8,76	

Occupation de sol :
labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable listier* : listier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres
+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupatio n de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface refrétée	Surface épandable	Mesures correctives
6	Isigny le Buat	Zb	33	1,62	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	1,62	
	TOTAL lot 6			1,62						0,00	1,62	
7	Isigny le Buat	zb	35	0,93	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,93	
	TOTAL lot 7			0,93						0,00	0,93	
8	Isigny le Buat	zb	71	1,50	1-3%	labour	non	bonne	2	0,00	1,50	
	TOTAL lot 8			1,50						0,00	1,50	
10	Isigny le Buat	zd4	74ab	3,43	4-5%	labour	non	bonne	2	0,45	2,98	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL lot 10			3,43						0,45	2,98	
24	La Chapelle Urée	Zd	50	4,95	0-2%	labour	non	bonne	2	0,01	4,94	
	TOTAL lot 27			4,95						0,01	4,94	
27	La Chapelle Urée	ZC	67	6,90	2-4%	labour	non	bonne	2	1,00	5,90	maintien talus au dessus du ruisseau
27	La Chapelle Urée	ZC	70	2,80	2-4%	labour	non	bonne	2	0,00	2,80	partie pentue au dessus du ruisseau exclue à l'épandage
27	La Chapelle Urée	ZC	71	1,81	4%	labour	non	bonne	2	0,00	1,81	
	TOTAL lot 27			11,51						1,00	10,51	
35	Isigny le Buat	Zb4	89	0,88	1-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,88	
35	Isigny le Buat	Zb4	151	2,69	3-5%	labour	non	bonne	2	0,34	2,35	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL lot 35			3,57						0,34	3,23	
36	Isigny le Buat	zc4	9	2,38	5-7%	labour	non	bonne	1 à 2	0,01	2,37	maintien talus en bas de parcelle, dans la zone caillouteuse épandage sur sol bien ressuyé
	TOTAL lot 36			2,38						0,01	2,37	
37	Isigny le Buat	zb4	136b	3,17	5-7 > 10%	labour	non	bonne	1 à 2	1,17	2	maintien talus en bas de parcelle, exclusion à l'épandage des zones pentues en bordure des cours d'eau
	TOTAL lot 37			3,17						1,17	2,00	
42	Isigny le Buat	C18	148	0,08	>10%	pn	oui	mauvaise	0	0,08	0	maintien en prairie
42	Isigny le Buat	C18	771-772	1,20	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	1,20	maintien talus en bas de parcelle
42	Isigny le Buat	C18	773-774	0,74	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,74	
42	Isigny le Buat	C18	143	0,41	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,41	maintien talus en bas de parcelle
42	Isigny le Buat	C18	144	0,19	5-6 > 10%	labour-pn	non	bonne	0 à 2	0,11	0,08	maintien en prairie de la zone pentue
42	Isigny le Buat	C18	145	0,83	5-6 > 10%	labour	non	bonne	0 à 2	0,62	0,21	maintien en prairie de la zone pentue
42	Isigny le Buat	C18	146	0,47	>10%	pn	oui	mauvaise	0	0,47	0,00	maintien en prairie
	TOTAL lot 42			3,92						1,28	2,64	
	TOTAL			36,98						4,26	32,72	

Occupation de sol :
labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année

1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière

2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lister* : Isier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 1,5 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres

+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Nom : Léon Olivier
Commune : Isigny le Buat

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupati on de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retirée	Surface épandable	Mesures correctives
4	Isigny le Buat	zh7	225	3,38	5-9%	labour	non	bonne	2	0,70	2,68	maintien talus en bas de parcelle
4	Isigny le Buat	zh7	4	3,34	5-6%	labour	non	bonne	2	0,26	3,08	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL îlot 4			6,72						0,96	5,76	
6	Isigny le Buat	zi7	32	5,46	2-3%	labour-pn	non	bonne	2	1,09	4,37	
	TOTAL îlot 6			5,46						1,09	4,37	
	TOTAL			12,18						2,05	10,13	

Occupation de sol :
labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage
0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres
+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigne

Nom : Liot Pascal
Commune : Isigny le Buat

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupation de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retrécie	Surface épandable	Mesures correctives
1	Isigny le Buat	d18	41	1,92	2-3%	labour-pt	non	bonne	2	0,00	1,92	
1	Isigny le Buat	d18	53	1,08	2-3%	labour-pt	non	bonne	2	0,00	1,08	
1	Isigny le Buat	d18	56	1,12	2-3%	labour-pt	non	bonne	2	0,00	1,12	
TOTAL				4,12						0,00	4,12	

Occupation de sol :
labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage
0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres
+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Nom : Pigeon Romain
Commune : Isigny le Buat

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupation n de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retréc	Surface épandable	Mesures correctives
1	Isigny le Buat	c28	366+	0,69	0-2%	labour	non	bonne	2	0,00	0,69	
1	Isigny le Buat	c28	434+	0,67	3-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,67	
1	Isigny le Buat	c28	435+	0,80	3-5%	labour	non	bonne	2	0,00	0,80	
1	Isigny le Buat	c28	436+	0,61	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,61	
1	Isigny le Buat	c28	437+	0,55	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,55	
1	Isigny le Buat	c28	676+	0,61	0-2%	labour	non	bonne	2	0,00	0,61	
	TOTAL lot 1			3,93						0,00	3,93	
2	Isigny le Buat	d28	181	1,00	>10%	pn	oui	mauvaise	0	1,00	0,00	maintien en prairie
2	Isigny le Buat	d28	183+	0,72	4-5%	labour	non	bonne	2	0,01	0,71	maintien de la zone boisée en aval
2	Isigny le Buat	d28	184+	0,63	4-5%	labour	non	bonne	2	0,01	0,62	maintien de la zone boisée et de la bande enherbée en bordure du ruisseau
2	Isigny le Buat	d28	185	0,23	>10%	pn	non	bonne	0 à 2	0,23	0,00	maintien en prairie
2	Isigny le Buat	d28	186	0,08	>10%	pn	non	bonne	0	0,08	0,00	maintien en prairie
2	Isigny le Buat	d28	187	0,50	>10%	pn	non	bonne	0	0,50	0,00	maintien en prairie
2	Isigny le Buat	d28	188	0,82	>10%	pn	non	bonne	0	0,82	0,00	maintien en prairie
	TOTAL lot 2			3,98						2,65	1,33	
3	Isigny le Buat	Au5	142+	0,83	3-12%	labour-pn	oui	raïse à bo	0 à 2	0,48	0,35	maintien de la prairie le long du ruisseau
3	Isigny le Buat	Au5	143+	2,37	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	2,37	
3	Isigny le Buat	Au5	144+	3,15	3-7%	labour-pn	oui	raïse à bo	0 à 2	1,10	2,05	maintien de la prairie le long du ruisseau
	TOTAL lot 3			6,35						1,58	4,77	
4	Isigny le Buat	c28	587+	0,63	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,63	
4	Isigny le Buat	c28	590+	0,27	2-3%	labour	non	bonne	2	0,00	0,27	
	TOTAL lot 4			0,90						0,00	0,90	
	TOTAL			15,16						4,23	10,93	

Occupation de sol :
labour : terres en cultures
pn : prairie naturelle
pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année
1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière
2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable lisier* : lisier épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres
+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Nom : Ménard Laurent
Commune : Isigny le Buat

Lot PAC	Commune	Section	N°	Surface	Pente	Occupatio n de sol	Cours d'eau	Portance	Aptitude à l'épandage	Surface retrécie	Surface épandable	Mesures correctives
4	Isigny le Buat	b28	936	1,07	4%	labour	non	bonne	2	0,00	1,0700	
	TOTAL lot 4			1,07						0,00	1,07	
7	Isigny le Buat	d18	5	0,76	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,7600	maintien talus en bas de parcelle
7	Isigny le Buat	d18	6	0,45	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,4500	maintien talus en bas de parcelle
7	Isigny le Buat	d18	7	0,48	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,4800	maintien talus en bas de parcelle
7	Isigny le Buat	d18	304	0,88	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,8800	maintien talus en bas de parcelle
7	Isigny le Buat	d18	307	0,07	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,0700	maintien talus en bas de parcelle
7	Isigny le Buat	d18	308	0,11	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	0,1100	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL lot 7			2,75						0,00	2,75	
8	Isigny le Buat	c28	281	0,80	3-4%	pn	non	bonne	2	0,00	0,8000	maintien talus en bas de parcelle
8	Isigny le Buat	c28	282	1,28	3-4%	pn	non	bonne	2	0,00	1,2800	maintien talus en bas de parcelle
8	Isigny le Buat	c28	283	0,60	4-5%	pn	non	bonne	2	0,00	0,6000	maintien talus en bas de parcelle
8	Isigny le Buat	c28	529	0,60	4-5%	pn	non	bonne	2	0,00	0,6000	maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL lot 8			3,28						0,00	3,28	
12	Isigny le Buat	zd4	18	6,00	5-6%	labour	non	bonne	2	0,00	6,0000	travail du sol perpendiculaire à la pente, maintien talus en bas de parcelle
	TOTAL lot 12			6,00						0,00	6,00	
	TOTAL			13,10						0,00	13,10	

Occupation de sol :

labour : terres en cultures

pn : prairie naturelle

pt : prairie temporaire

Aptitude à l'épandage

0 : sols inaptes à l'épandage toute l'année

1 : sols à l'aptitude moyenne à l'épandage ou saisonnière

2 : sols à bonne aptitude à l'épandage

surface épandable listier* : lister épandu à l'enfouisseur à dents sur terres nues jusqu'à 15 mètres des tiers et au pendillards sur prairie jusqu'à 50 mètres

+ parcelle à ajouter au plan d'épandage en vigueur

Copie conforme à l'original et transmise à :

S.A.R.L. La Haizière – Isigny le Buat

**MM. les maires d'Isigny le Buat
La Chapelle Urée
Reffuveille
Marcilly**

DDPP
28 SEP. 2017
MANCHE

M. le sous-préfet d'Avranches

**M. le directeur départemental de la protection des populations - service
environnement, animal et société - Saint-Lô**

**M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de
Normandie Caen**

**M. le directeur départemental des territoires et de la mer de la Manche - service
environnement - Saint-Lô**

**Mme la directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie – délégation
départementale de la Manche - service santé-environnement - Saint-Lô**

**M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi - unité territoriale de la Manche - service du travail, de
l'emploi et de la formation professionnelle - Saint-Lô**

M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile - Saint-Lô

M. le directeur départemental du service d'incendie et de secours - Saint-Lô

*Pour le Préfet
La Cheffe de service*


Véronique NAEL